



Décolonisation de l'espace public : *Le retard de la Belgique comparativement à son ancienne colonie, la RD Congo*

Mots-clés : Espace public ; décolonisation ; Black lives Matter ; Léopold II

Justin M. Ndandu

À la suite des marches initiées par le mouvement global 'Black Lives Matter', les voix antiracistes et anticolonialistes se sont élevées pour revendiquer la décolonisation de l'espace public afin de créer les conditions de possibilité d'un vivre en commun apaisé et plus ou moins harmonieux. Des États-Unis à l'Europe occidentale, des mouvements se sont constitués pour exiger que l'espace public soit débarrassé de symboles qui non seulement tendent à glorifier l'impérialisme et le colonialisme mais évoquent un passé douloureux passé pour certaines communautés. Ces mouvements sont souvent qualifiés de radicaux dans les médias mainstream lors de débats au cours desquels les « décoloniaux » et les « antiracistes » sont accusés de vouloir mettre le pays à feu et à sang, jeter dans les oubliettes les grands noms de l'histoire de Belgique ou de France, etc. Des accusations qui montrent à quel point la colonisation est indissociable de l'histoire nationale des pays européens et de l'ambivalence profonde des anciennes métropoles concernant leur passé colonial. Or la décolonisation de l'espace public se pose aussi du point de vue des anciennes colonies et s'est parfois posée et soldée très tôt en ce qui concerne les symboles de la colonisation dans l'espace public. La comparaison entre la Belgique et la RD Congo est à cet égard exemplaire.

Le débat sur la décolonisation de l'espace public n'est pas nouveau en Belgique¹ mais il connaît depuis quelques mois un renouveau, au point que la Région de Bruxelles-Capitale a mandaté une commission d'experts afin de réfléchir aux conditions de possibilité de décolonisation de l'espace public bruxellois.

Cette dynamique s'inscrit dans la continuité du militantisme afrodescendant et belge qui revendique depuis le début des années 2010, le retrait de l'espace public des symboles coloniaux. C'est aussi, et peut-être surtout, suite à la globalisation de l'antiracisme avec laquelle il faudra désormais compter.

Le meurtre de l'Afro-Américain George Floyd par un policier blanc a ravivé la flamme des communautés et peuples qui ont subi l'esclavage et la colonisation. À la suite des marches initiées par le mouvement global 'Black Lives Matter', les voix antiracistes et anticolonialistes se sont élevées pour revendiquer la décolonisation de l'espace public afin de créer les conditions d'un vivre en commun apaisé et plus ou moins harmonieux. Des États-Unis à l'Europe

¹ Abrassart, G. et Ben Yakoub, J.(2016) « la chasse aux spectres monumentaux dans la Belgique congolaise » In Demart Sarah et Abrassart Gia, dir., Créer en postcolonie. 2010-2015. Voix et dissidences belgo-congolaises. Bruxelles: BOZAR (palais des Beaux-Arts), 2016, 324 p.–ISBN 978-0-748-1649-6. *Études littéraires africaines*, (43), 194-196; Goddeeris, I. (2015). Colonial Streets and Statues: Postcolonial Belgium in the public space. *Postcolonial Studies*, 18(4), 397-409.

occidentale, des mouvements se sont constitués pour exiger que l'espace public soit débarrassé de symboles qui non seulement tendent à glorifier l'impérialisme et le colonialisme mais évoquent un passé douloureux pour certaines communautés. On ne peut que s'accorder avec le politologue camerounais, Achille Mbembe, lorsqu'il commente ainsi la présence des symboles coloniaux dans l'espace public : « *Les statues et monuments coloniaux n'étaient pas d'abord des artefacts esthétiques destinés à l'embellissement des villes ou du cadre de vie en général. Il s'agissait, de bout en bout, de manifestations de l'arbitraire absolu. Puissances de travestissement, ils étaient l'extension sculpturale d'une forme de terreur raciale. En même temps, ils étaient l'expression spectaculaire du pouvoir de destruction et d'escamotage qui, du début jusqu'à la fin, anima le projet colonial.* »²

Grande-Bretagne, États-Unis, France, Belgique : statues déboulonnées ou vandalisées

Les statues de héros de la nation ont été ciblées par les manifestants antiracistes et anticolonialistes, notamment en Grande-Bretagne où l'architecture urbaine britannique regorge d'hommes blancs au passé controversé. La statue de Cecil Rhodes, par exemple, grand colon du XIX^{ème} siècle, fervent partisan du régime de l'apartheid et convaincu de la suprématie blanche sur les Noirs a été démantelée.

La presse relate : « *des bannières sont apparues à Oxford : Rhodes, tu es le prochain* ». Quelques jours plus tard, la menace de la foule est mise en exécution : « *La sculpture de Cecil Rhodes, grand colon du XIX^{ème} siècle, très actif dans ce qui est actuellement l'Afrique du Sud, convaincu de la suprématie culturelle des Britanniques sur les Africains, fait controverse depuis des années. La fortune qu'il a léguée à Oriel College finance aujourd'hui encore de nombreuses bourses.* »³

Dans la foulée, celle d'Edward Colson, un marchand d'esclaves, exposée au centre de la ville de Bristol depuis 1895, est, elle aussi, déboulonnée; elle a terminé sa chute au fond de l'eau, - l'image a fait le tour des réseaux sociaux-, « *en attendant de la repêcher et d'être exposée dans un musée* », rapportent les tabloïds britanniques.⁴

Même colère chez les manifestants antiracistes des États-Unis et scénario similaire: à Boston dans l'État de Massachussets, la statue de Christophe Colomb est décapitée. « *Le navigateur génois, longtemps présenté comme le "découvreur de l'Amérique", est désormais considéré comme une des figures du génocide des Amérindiens et des indigènes en général. Et dénoncé au même titre que les esclavagistes...* »⁵. À Richmond en Virginie, une autre statue de cet explorateur controversé (Christophe Colomb), est détruite et jetée dans un parc, selon le quotidien local 'Herald Tribune'⁶. Cette statue avait déjà été recouverte de peinture rouge par les manifestants antiracistes et anticolonialistes en 2015.

En France, le 6 juin 2020, lors de la manifestation en mémoire d'un jeune Noir, Adama Traoré, décédé lors de son interpellation par la police, les manifestants antiracistes barbouillent de peinture rouge la statue de Jean-Baptiste Colbert, « *ministre de Louis XIV, principal auteur*

² Mbembe, A. (2005). « *Que faire des statues et monuments coloniaux ?* », Le Messenger/Africultures, 16 mars 2005

³ Philippe Bernard/Reuters du 12 juin 2020

⁴ Philippe Bernard/Reuters du 12 juin 2020

⁵ L'Express.fr du 20 juin 2020

⁶ cité par l'Express.fr du 10 juin 2020

en 1685 du Code noir, qui régissait l'esclavage dans les colonies françaises »⁷. Une vidéo postée sur Twitter après la manifestation, par le collectif la *Brigade anti-négrophobie*, revient sur les motivations de cet acte politique : « *Ce qui est interdit, c'est le racisme. Cet homme-là [Colbert] fait l'apologie de la négrophobie* ». En Belgique aussi, on assiste au vandalisme politique des statues coloniales qui font régulièrement l'objet de barbouillage par les militants antiracistes et anticolonialistes. Des statues du roi Léopold II sont retirées à Anvers et à Mons notamment, suite à des pressions citoyennes.

Ces mouvements sont souvent qualifiés de radicaux dans les médias mainstream lors de débats au cours desquels les « *décoloniaux* » et les « *antiracistes* » sont accusés de vouloir mettre le pays à feu et à sang, jeter dans les oubliettes les grands noms de l'histoire de Belgique ou de France, etc. Des accusations qui montrent à quel point la colonisation est indissociable de l'histoire nationale des pays européens et de l'ambivalence profonde des anciennes métropoles concernant leur passé colonial. Or la décolonisation de l'espace public se pose aussi du point de vue des anciennes colonies et s'est parfois posée et soldée très tôt en ce qui concerne les symboles de la colonisation dans l'espace public.

La décolonisation de l'espace public congolais

En 1966, en République Démocratique du Congo, six années après l'indépendance du pays, le nouveau pouvoir issu du coup d'État du 24 novembre 1965 entreprend de débarrasser le pays de tous les symboles qui invoquaient le passé colonial : les statues du roi Léopold II, de l'explorateur Henri Morton Stanley et de tant d'autres figures coloniales seront déboulonnées. Les villes, rues, avenues et places publiques aux noms coloniaux seront, elles aussi, renommées.

Dans les mois qui suivent la prise du pouvoir par le général Joseph-Désiré Mobutu, une campagne de changement des noms des villes, avenues, rues ou places publiques est entamée. Cette campagne débutera par le déboulonnement des monuments et symboles coloniaux. Ce déboulonnement n'est toutefois pas sans ambiguïté puisqu'il est mené au nom d'un nationalisme qui manipulera les symboles de la décolonisation et de l'authenticité pour mieux asseoir une politique néocoloniale au service des intérêts de l'ancienne métropole et de l'Occident.

Néanmoins, il y a bien eu remise en cause de l'historicité coloniale et de son iconographie. Cette remise en cause est suivie par la réactualisation des symboles nationaux, de manière plus ou moins heureuse mais non moins radicale. Ainsi, dans l'ex-Congo belge, les villes de Léopoldville (Kinshasa), Stanleyville (Kisangani), Elisabethville (Lubumbashi), Luluabourg (Kananga) sont débaptisées et renommées. De même que celles de Coquilathville (Mbandaka), Thysville (Mbanza-Ngungu), Banningville (Bandundu), Paulis (Isiro), Nouvelle-Anvers (Makanza), Jadotville (Likasi), Costermansville (Bukavu), Albertville (Kalemie), Moerbeke (Kwilu-Ngongo), Leverville (Lusanga), Ponthierville (Ubundu) ou Baudoinville (Moba). Toutes ces villes et cités retrouvent des noms locaux, ayant une signification qui cadre avec l'histoire et la culture locales, voire précoloniales.

Dans la foulée, le nouveau président de la république, le général Joseph-Désiré Mobutu, étend son projet politique de restauration de '*l'authenticité*' à tout ce qui rappelle le passé colonial: les noms des avenues, des rues, des communes, des places publiques connaîtront le même sort que ceux des villes. À Kinshasa, le boulevard Albert I^{er} change en boulevard du 30 juin, date

⁷ Thibault Camus/Le Monde/AFP du 24 juin 2020

de l'indépendance du pays. L'avenue Prince Baudouin longue de cinq kilomètres devient l'avenue Kasa-Vubu, du nom du premier président congolais. L'avenue Princesse Charlotte, sœur du roi Baudouin, se muera en avenue du 24 novembre, date du coup d'État qui instaura la deuxième république, puis en avenue Pierre Mulele. L'avenue Prince Albert, du nom du frère cadet du roi Baudouin, sera débaptisée et renommée avenue du Haut Commandement, etc. La révolution culturelle ne se limitera pas à Kinshasa la capitale, elle s'étendra sur toute l'étendue du pays et balayera tout ce qui rappelait ou avait une connotation coloniale. Le clou de cette opération sera « *l'authenticité* » décrétée en 1971 : les Congolaises et Congolais furent « *sommés* » de se débarrasser de leurs prénoms chrétiens reçus généralement lors du baptême. Joseph-Désiré Mobutu, le chef de l'État congolais, devint Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Waza Banga. Le pouvoir congolais décida aussi de bannir certaines tenues vestimentaires qui rappelaient la culture européenne ou occidentale, autrement dit la culture du colonisateur : le costume-cravate sera banni au profit de l'abacost (à bas le costume), le port du pantalon et des perruques a été interdit aux femmes, etc.

Conclusion

L'histoire n'est pas uniquement écrite au travers des monuments, statues ou rues aux noms de grands personnages, certes. Néanmoins, ces symboles jouent un rôle de soutien au récit historique.

Les dirigeants congolais l'ont compris dès les années 1960. Si ce mouvement a été plus qu'ambigu compte tenu de son allégeance au pouvoir impérialiste et à l'économie capitaliste, il a néanmoins permis d'inscrire la décolonisation à l'agenda du politique.

Dès 1966, une année après son accession au pouvoir et six années après l'indépendance du pays, le nouveau chef de l'État, le général Joseph-Désiré Mobutu, entreprend de déboulonner les statues des colons, notamment celles du roi Léopold II, roi des Belges, propriétaire de l'État indépendant du Congo de 1885 à 1908, celle de l'explorateur Henri Morton Stanley ainsi que celles d'autres explorateurs ou missionnés disséminées à travers le pays.

En Belgique, on continue de penser, le grand public comme les élites, qu'il y aurait un aspect positif à la colonisation. Il n'est pas rare que les médias, les politiques voire certains universitaires aillent au Congo trouver des Congolais disposés à dire que « *c'était mieux au temps des Belges* ». La décolonisation est un processus complexe et comme tout mouvement social et politique, elle renvoie à des rapports de force et à une vision politique. Au Congo, certains compagnons de Patrice Lumumba récupérés par le pouvoir mobutiste, après que le Premier ministre défunt a été proclamé héros national, auront sans doute joué un grand rôle dans ce processus de décolonisation et de « *l'assainissement* » de l'espace public congolais de symboles du colonialisme. On verra par la suite que la décision de « *décoloniser* » l'espace public congolais annonçait le mouvement de l'authenticité qui est survenu en 1971, qui, s'il fit rêver la population et certaines élites, fut dévoyé par la violence de ce pouvoir dictatorial et réduit à une pathétique folklorisation.⁸

Mais ne nous égarons pas, le refus de démantèlement des monuments coloniaux tel qu'il s'exprime chez les anciennes puissances coloniales et esclavagistes, traduit bien une volonté de faire perdurer des rapports de domination. Comme le dit à nouveau le politologue camerounais, Achille Mbembe : « *L'on sait que pour être durable, toute domination doit s'inscrire non seulement sur les corps de ses sujets, mais aussi laisser des marques sur l'espace qu'ils habitent et des traces indélébiles dans leur imaginaire. Elle doit envelopper l'assujetti et le maintenir*

⁸ Voir par exemple White, B. (2006). L'incroyable machine d'authenticité: l'animation politique et l'usage public de la culture dans le Zaïre de Mobutu. *Anthropologie et sociétés*, 30(2), 43-63. Également Clément Makiobo, *Église catholique et mutations socio-politiques au Congo-Zaïre. La contestation du régime de Mobutu* Paris, L'Harmattan, coll. « Congo/Zaïre Histoire & Société », 2004, 264 p.

dans un état plus ou moins permanent de transe, d'intoxication et de convulsion – incapable de réfléchir pour soi, en toute clarté. C'est seulement ainsi qu'elle peut l'amener à penser, à agir et à se conduire comme s'il était irrévocablement pris dans les rets d'un insondable sortilège. La sujétion doit également être inscrite dans la routine de la vie de tous les jours et dans les structures de l'inconscient. Le potentat doit habiter le sujet de manière telle que ce dernier ne puisse désormais exercer sa faculté de voir, d'entendre, de sentir, de toucher, de bouger, de parler, de se déplacer, d'imaginer, voire ne puisse plus travailler et rêver qu'en référence au signifiant-maître qui, désormais, le surplombe et l'oblige à bégayer et à tituber »⁹.

Références :

- Abrassart, G. et Ben Yakoub, J.(2016) « la chasse aux spectres monumentaux dans la Belgique congolaise » In Demart Sarah et Abrassart Gia, dir., Créer en postcolonie. 2010-2015. Voix et dissidences belgo-congolaises. Bruxelles: BOZAR (palais des Beaux-Arts), 2016, 324 p.–ISBN 978-0-748-1649-6. *Études littéraires africaines*, (43), 194-196; Goddeeris, I. (2015). Colonial Streets and Statues: Postcolonial Belgium in the public space. *Postcolonial Studies*, 18(4), 397-409.
- Mbembe, A. (2005). « *Que faire des statues et monuments coloniaux ?* », Le Messenger/Africultures, 16 mars 2005
- Philippe Bernard/Reuters du 12 juin 2020
- L'Express.fr du 20 juin 2020 et 10 juin 2020
- Thibault Camus/Le Monde/AFP du 24 juin 2020
- White, B. (2006). L'incroyable machine d'authenticité: l'animation politique et l'usage public de la culture dans le Zaïre de Mobutu. *Anthropologie et sociétés*, 30(2), 43-63. Egalement Clément Makiobo, *Église catholique et mutations socio-politiques au Congo-Zaïre. La contestation du régime de Mobutu*, Paris, L'Harmattan, coll. « Congo/Zaïre Histoire & Société », 2004
- Achille Mbembe : « *Que faire des statues et monuments coloniaux ?* », Le Messenger/Africultures, 16 mars 2005

Quelques mots sur l'auteur :

Monsieur Mayimba Ndandu Justin a obtenu un premier diplôme en journalisme et un deuxième en politique extérieure. Il est le cofondateur du journal congolais « La Référence Plus » où il a été secrétaire de rédaction et puis rédacteur en chef (politique extérieure). Il est aussi le cofondateur du média congolais en ligne « Le Débout Congolais ».

Pour citer cet article : Justin M. Ndandu (Sept. 2020) « **Décolonisation de l'espace public** : *Le retard de la Belgique comparativement à son ancienne colonie, la RD Congo* », Analyse n°7, Edt. Kwandika de Bamko-Cran asbl, Bruxelles.

⁹ Achille Mbembe : « *Que faire des statues et monuments coloniaux ?* », Le Messenger/Africultures, 16 mars 2005